

Le cri de désespoir de M^{me} Pishnoutt

Bonjour chers lecteurs du passé,

Depuis des générations, les historiens, les scientifiques et autres essaient d'explicitier notre histoire à partir des œuvres d'arts, des grottes, des échanges de correspondance des gens, et ainsi de suite. Je suis ici, aujourd'hui, pour corroborer vos hypothèses, chers Canadiens-français. Mon histoire ne commence pas en 2010 mais bien en 2488. Si l'on fait appel à vous, c'est précisément pour apprendre des erreurs du passé et mieux nous défendre contre la Grande-Bretagne et son désir excessif d'assimilation ou de destruction.

Dans notre présent et votre futur, la science a pris la place de la religion et le nationalisme des Canadiens-français est en extinction. Est-ce une bonne chose? Oui et non. La pollution est inimaginable. Les gens doivent porter des masques, mais tous ne peuvent pas se le permettre. Les riches ont encore plus de pouvoir et possèdent davantage de biens, et le quart de la population canadienne souffre de la famine. Le communisme est un mot censuré. Pour ce qui est de l'Afrique, elle n'est déjà plus qu'un souvenir. C'est un grand continent désertique ou rien ne pousse. La nourriture devient de plus en plus rare partout dans le monde, malgré les avancées technologiques. Ici, les Québécois de souche ne représentent que trois pour cent de la population québécoise, et je crains qu'on ne vive plus dans un régime démocratique. Vous vous rappelez Adolf Hitler? Cet homme qui a commis tant d'actes abjects? Eh, bien, j'ai bien peur que M. Hommespring, notre dictateur britannique, ne réserve le même traitement aux Québécois. On n'est jamais à l'abri de la haine, de la discrimination, de l'exercice abusif du pouvoir, des excès de la bourgeoisie, surtout lorsque les capitaux sont en jeu dans l'esprit des gens.

Québécois du passé, n'ayez pas peur de vous défendre; mieux vaut périr que de nous abaisser, de nous laisser abattre. Soyez fiers de votre culture. J'ai vu toute l'histoire du Canada et je trouve qu'on devrait rendre hommage aux patriotes qui ont poursuivi un rêve de libéralisme.

Vous vous demandez sûrement comment j'ai pu vous remettre une lettre. Remontons en 2480. J'étais étudiante à l'Université de McGill, passionnée par la médecine et les micro-organismes. Je faisais aussi partie d'une agence clandestine destinée à protéger les droits humains. Après de nombreuses années de recherches, mes collègues et moi avons fait une découverte extraordinaire : les parents ne transmettent pas seulement leur bagage

génétique aux enfants, mais aussi toute leur histoire depuis le jardin d'Éden. Tous ces souvenirs indélébiles, pour la plupart tragiques, s'imprègnent lorsque l'embryon est dans l'utérus de la mère. À sa naissance, le nouveau-né développe des espèces d'anti-souvenirs qui comblent les vides, en découvrant son propre monde. On a tenté de combattre les anti-souvenirs à l'aide de la technologie du DPI, mais ce fut peine perdue.

Déterminée dans mes recherches, je n'ai pas baissé les bras comme d'autres, à la suite de cet échec. Je me suis lancée dans le processus de télépathie. Comme vous le savez peut-être, les influx nerveux se déplacent dans tout le corps. J'ai mis au point un capteur de pensées et de rêves. Des mesures de prudence draconiennes ont été mises en œuvre, car si le transfert des données du fœtus se passe trop rapidement, le bébé en risque d'éprouver des troubles psychologiques. Enfin, le 4 mars 2489, M^{me} Joséphine Papineau se porte volontaire pour découvrir le secret du nationalisme de l'époque de Louis-Joseph Papineau; elle croit sincèrement que cela pourrait améliorer la situation actuelle des Québécois qui vivent sous le régime de la torture.

Remontons dans les années 1760. J'observe un homme dénommé Henri Papineau, le parrain de Louis-Joseph Papineau. Triste chapitre pour la Nouvelle-France; les Canadiens-français sont obligés de céder Québec en 1759 et, une année plus tard, Montréal. À la suite de la Proclamation royale de 1763, le Roi d'Angleterre, Georges III, se hâte d'écrire des directives précises à l'intention du Gouverneur James Murray, l'enjoignant d'assimiler les Canadiens-français pour qu'ils deviennent des anglophones et des anglicans. L'Église catholique se sent très menacée; le Roi lui interdit de percevoir la dîme et de recruter des prêtres venant de l'étranger. De plus, les habitants doivent prêter le serment du Test pour occuper un poste dans l'administration civile. Ce serment les engage à renier la religion catholique et l'autorité du Pape. Les Canadiens étant très religieux à cette époque, très peu d'entre eux acceptent de prêter ce serment. Le Gouverneur comprend dès lors que les seigneurs canadiens et les clergés catholiques ont une très grande influence sur la population; il se montre conciliant en raison du poids démographique des Canadiens-français. Ces derniers peuvent exercer de modestes fonctions civiles sans prêter le serment du Test, à la discrétion du Roi; le Gouverneur permet la nomination de l'évêque Briand, sans qu'il en porte officiellement le titre; il reconnaît les lois et les coutumes françaises.

Viennent ensuite les années 1770. Le Roi sent une hostilité de la part des Treize colonies à son égard; il craint une rébellion. Il veut à tout prix ranger les Canadiens-français de son côté. Il rédige en 1774 la deuxième

constitution, l'Acte de Québec, qu'il adresse au Gouverneur Guy Carleton. En gros, il redonne plusieurs privilèges antérieurement retirés par Proclamation royale : les lois civiles seront désormais françaises, même si les lois criminelles resteront anglaises. Il permet aux citoyens de parler la langue française et de pratiquer la religion catholique à leur guise. Il supprime le serment du Test qu'il remplace par le serment de Fidélité au Roi. Enfin, il rétablit la dîme.

Ce qui contrarie le plus les Britanniques est que le Roi agrandit le territoire du Québec, offrant aux Québécois la vallée de l'Ohio, une terre qui a été revendiquée par les Canadiens-français, les Britanniques et même les Amérindiens pendant plus de cent ans. Cette constitution satisfait amplement l'Église catholique qui prêche la soumission de son peuple à l'Empire britannique. Pour montrer sa fidélité au Roi, l'Église excommunie les personnes qui se battront plus tard aux côtés des rebelles américains. La guerre d'Indépendance des États-Unis dure sept ans (1776-1783) et se termine par une victoire de ses partisans.

Les années passent et la discrimination est toujours là. Les terres se font plus rares, surtout pour les Canadiens-français qui doivent effectuer un long périple jusqu'à Québec pour demander des titres de propriété de terres, la plupart des terrains étant réservés aux colons britanniques. Grâce à la liberté de presse, des courants de pensée libérale naissent dans l'esprit des gens, tant du côté de certains Britanniques que du côté des Canadiens-français. Il faudra attendre 1826 pour que le mouvement patriote réformiste se crée. Ce groupe est formé de paysans et de sujets britanniques exerçant des professions libérales, comme des avocats, des médecins, des notaires et des journalistes. Dans l'histoire d'Henri Papineau, l'on constate que non seulement des patriotes du Bas-Canada, mais également des réformistes du Haut-Canada s'allient en partageant un rêve commun : se libérer de l'Empire britannique. Les patriotes du Bas-Canada se battent pour des motifs culturels et ethniques, tandis que les patriotes du Haut-Canada défendent leurs idéologies républicaine et monarchiste. Pour ce qui est du parlement, la majorité des Canadiens-français se situent dans l'Assemblée législative. Leur fonction n'est nulle autre que de voter des lois ou d'octroyer des subsides (impôts du gouvernement). Ces deux parties réclament un gouvernement responsable, c'est-à-dire un régime politique où l'Assemblée législative nommera le Conseil exécutif à la place du Gouverneur. Ainsi la démocratie pourra-t-elle s'exercer. Or, le Gouverneur représente un immense obstacle : il est puissant et menaçant; il nomme tous les membres du Conseil exécutif et du Conseil législatif; il a le pouvoir de dissoudre

l'Assemblée; et, plus important encore, il a droit de veto, c'est-à-dire qu'il a le dernier mot si le Roi ne s'y oppose pas.

M. Henri Papineau se fait vieux, mais je peux encore voir dans ces souvenirs la crise agricole, une des grandes causes des combats patriotes : la maigreur des vaches, les épidémies de mouches à blé, l'augmentation du coût des redevances seigneuriales. Le pire est que cette crise ne survient pas seulement au Canada mais aussi en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Le Bas-Canada est en concurrence économique avec le Haut-Canada, qui possède des machines agricoles plus performantes. Pour accentuer la crise, les banques de l'Amérique du Nord font faillite au printemps de l'année 1837, ce qui frappe doublement l'économie déjà terriblement dévastée. On pourrait dire que la famine est un bon motif pour revendiquer la liberté et affirmer ses droits.

En 1834, le Parti patriote dépose audacieusement les 92 résolutions rédigées par M. Papineau dans la chambre de l'Assemblée. Ces revendications sont d'ordre démocratique, social et politique. Elles rappellent que les Canadiens sont restés pendant longtemps loyaux à la Couronne britannique. Les patriotes se portent à la défense de leur langue et de leurs origines françaises. Ils réclament un gouvernement responsable, leur indépendance et les mêmes droits que la noblesse. Ils dénoncent l'administration juridique et l'injustice dont ils sont l'objet.

La diffusion des idées patriotes dans les journaux *La Minerve* et *The Vindicator* est censurée, même si le droit à la liberté de presse est reconnu par la Constitution britannique. On emprisonne Ludger Duvernay et Daniel Tracey à titre de propriétaires ou d'éditeurs de ces journaux. L'Église ne fait pas qu'excommunier les personnes qui se rattachent à ce mouvement; elle crée le journal *L'Ami du peuple, de l'ordre et des lois* en 1832 pour contrecarrer ces idées patriotiques. La Couronne britannique décide de mettre au pouvoir l'évêque de Montréal, Jean-Jacques Lartigue, qui commandera l'obéissance civile et imposera des sanctions sévères aux indociles, faisant tout pour conserver son titre d'évêque et satisfaire la Grande-Bretagne. Plusieurs paroissiens et certains curés (dont le père Étienne Chartier) se montrent solidaires envers les patriotes, ce qui crée un certain mécontentement.

Trois ans plus tard, une réponse troublante écrite par Lord John Russel parvient aux patriotes : les résolutions Russell. J'arrive à peine à lire ce

document dont l'écriture est très sophistiquée. En gros, Lord Russel dit que les Canadiens-français sont inférieurs aux Britanniques, qu'il rejette toutes leurs revendications et, plus outrageant encore, qu'il leur retire le seul privilège dont ils jouissaient au sein de l'Assemblée. Le Gouverneur puise à présent à volonté dans les subsides. Gosford dissout la Chambre de l'Assemblée.

La situation attise la colère. L'assemblée des Six-Comtés (Richelieu, Rouville, Saint-Hyacinthe, Chambly, Verchères et Acadie) réunit les chefs patriotes et quelque 6000 partisans du mouvement politique, et cela même après l'interdiction des assemblées publiques. Ces gens, dirigés par le médecin Wolfred Nelson et par le politicien Louis-Joseph Papineau, viennent protester contre les 10 résolutions Russell.

Le 5 septembre 1837, l'association secrète patriote, les Fils de la Liberté, voit le jour sur la « rue du sang », mieux connue sous le nom de la place Jacques-Cartier. Son adversaire, le Doric Club, est dirigé par Adam Thom. Ce groupe comprend de jeunes militants très radicaux issus du parti anglais. Le Gouverneur Gosford exprime une forte opposition à ce groupe, certain que les sujets britanniques ne sont pas en danger. Au triste jour du 6 novembre 1837, le combat entre le Doric Club et les Fils de la Liberté prend fin avec la défaite des Canadiens-français. Des mandats d'arrêt sont lancés contre les leaders (Papineau, O'Callaghan, Brown et Ouimet).

Il y a trois affrontements importants : à Saint-Denis, à Saint-Charles et à Saint-Eustache. La Bataille de Saint-Denis se déroule le 23 novembre 1837. Ce qu'il faut admirer, c'est que le docteur Wolfred Nelson dirige 200 patriotes contre 300 Britanniques de Gore et qu'il remporte cette bataille.

On ne peut pas en dire autant de la Bataille de Saint-Charles. Deux cent cinquante patriotes affrontent quatre cent vingt-cinq soldats venus de Fort Chambly. Tout le monde apporte sa contribution : les femmes des patriotes fabriquent des balles et des cartouches, les enfants et les vieillards participent au combat. Ces Anglais, à la suite de leur défaite, brûlent leurs maisons, pillent leurs biens et tuent leurs animaux. Parmi les patriotes toujours vivants, certains s'exilent aux États-Unis; les autres sont capturés et emprisonnés à Montréal.

Pour de ce qui est la Bataille de Saint-Eustache, le général John Colborne rassemble mille deux cents soldats volontaires britanniques pour combattre trois cents patriotes réfugiés dans l'église. Le village tout entier est encerclé vers midi; plus aucun espoir de victoire. En après-midi, le 14 décembre 1837, une cinquantaine de maisons sont incendiées et les biens sont pillés.

En 1838, Robert Nelson, qui s'est réfugié aux États-Unis, préside la République du Bas-Canada. Souhaitant une révolution sociale et économique, il lit sa Déclaration d'indépendance dans laquelle il prône des idées anticléricales. Il veut la séparation de l'Église et de l'État, l'abolition du régime seigneurial, la liberté de presse, l'égalité des langues. Nelson tente de chercher de l'aide auprès des États-Unis et dans le Haut-Canada. Les Américains préfèrent cependant rester neutres dans ce conflit parce que la Grande-Bretagne n'est pas un pays dont ils veulent se faire un ennemi; il s'agit d'un État puissant et d'un partenaire commercial. La Bataille de Beauharnois et la Bataille de Lacolle ont lieu en 1838, déclenchée principalement par des rebelles qui se sont enfuis aux États-Unis. Les rebelles perdent les deux batailles.

On dénombre vingt-sept morts du côté des Britanniques et deux cent quatre-vingt-dix-huit chez les patriotes, qui combattent pour la plupart sans fusil. Douze patriotes sont pendus au Bas-Canada, mille sept cents sont faits prisonniers, cinquante-huit sont exilés en Australie et huit aux Bermudes; enfin, trois mille se réfugient aux États-Unis.

Après la lutte des patriotes, le rapport Durham de 1839 prône leur assimilation en instaurant l'Acte d'Union de 1840. De toute évidence, ce plan a pour but de rendre les francophones minoritaires au sein de l'Assemblée. Durham affirme que les Canadiens-français sont dépourvus d'histoire. Parce qu'elle leur est restée loyale, les autorités britanniques accordent à l'Église catholique davantage de liberté et lui permettent d'amener de nouveaux ordres religieux. L'Église s'infiltré de plus en plus dans l'État : c'est la naissance de l'ultramontanisme dans l'Église, dans l'éducation et dans les services sociaux. En 1844, de jeunes professionnels et des intellectuels fondent l'Institut Canadien de Montréal qui prône l'anticléricisme. Ils veulent la séparation de l'Église et de l'État, tout comme Robert Nelson. L'Église du Canada fait appel au Pape contre ces idéologies. En 1868, l'Institut est condamné et on excommunié.

Malgré la défaite des patriotes, le Gouverneur, Lord Elgin du parti conservateur, applique le principe de la responsabilité ministérielle en 1847. Le Gouverneur n'est plus qu'un représentant de la Reine.

Dans les années 1850, on assiste à l'émigration des Canadiens-français aux États-Unis, un pays prospère qui offre de l'emploi. L'on assiste à la naissance du nationalisme de survivance. La foi catholique, la culture, la langue française et le mode de vie traditionnel fondé sur le travail agricole et sur la vie dans les campagnes s'imposent. François-Xavier-Antoine Labelle, mieux connu sous le nom de curé Antoine Labelle, ministre de l'Agriculture et de la Colonisation à Québec, a la brillante idée de coloniser les Laurentides et la vallée de l'Outaouais. Il attire les Canadiens-français dans les régions du nord en leur donnant du bois gratuitement. De plus, il demande au gouvernement fédéral de prolonger la ligne du chemin de fer pour relier ces terres au reste du Canada.

Je dois dire, chers Québécois, que notre histoire est très impressionnante. Peu importe, que l'on gagne ou que l'on perde, le plus important est de s'unir et de combattre l'injustice. Mourir pour ses principes est une façon honorable de quitter cette terre, sachant qu'on s'est battu pour sa culture, pour ses enfants, pour l'égalité.

En espérant que cette lettre vous parvienne,

Lizzie Pishnoutt